

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Évreux

Évreux, le 26/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AUGROS COSMETIC PACKAGING**

ZA du Londeau  
Rue de l'Expansion  
61000 Cerisé

Références : 361  
Code AIOT : 0005302487

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement AUGROS COSMETIC PACKAGING implanté ZA LA BRUYERE - BP 16 LE THEIL SUR HUISNE 61260 Val-au-Perche. L'inspection a été annoncée le 30/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la surveillance régulière des installations classées pour la protection de l'environnement. En complément de la vérification des demandes formulées lors des précédentes visites d'inspection, plus particulièrement celles des 03 juillet 2023 et 14 septembre 2023, elle porte plus particulièrement sur les rejets atmosphériques et leurs potentiels impacts sur l'environnement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AUGROS COSMETIC PACKAGING
- ZA LA BRUYERE - BP 16 LE THEIL SUR HUISNE 61260 Val-au-Perche
- Code AIOT : 0005302487
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Augros Cosmetic Packaging (anciennement MSV) est spécialisée dans la fabrication d'accessoires de conditionnement de produits cosmétiques. Le site du Val-au-Perche est spécialisé dans la décoration de pièces en plastique par laquage et métallisation sous vide. Les pièces en plastique sont des éléments constitutifs rentrant dans la fabrication de flacons de parfum et d'accessoires de produits cosmétiques. Le site est soumis au régime de l'enregistrement pour la rubrique 2940 (application, cuisson, séchage de vernis peinture, apprêt, etc.) de la nomenclature des installations classées. Pour exercer ses activités, l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 octobre 2018 demeure en vigueur.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- AR - 5

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les actions engagées à l'issue de l'inspection du 23 juillet 2023 et visant plus particulièrement la pollution des sols au droit de la cheminée des cellules de métallisation sous vide, paraissent insuffisantes au regard des traces persistantes au sol. Une attention doit être portée pour remettre en fonctionnement un traitement des effluents atmosphériques issus de cette cheminée afin de stopper les écoulements sur le sol.

Les quantités de solvants et déchets liquides entreposés sur place représentent des quantités significatives dont l'élimination régulière est rendue difficile au regard de la trésorerie disponible de la société. Une attention particulière est à porter dans les prochains mois pour envisager un retour à une situation "normale" avec des quantités nettement réduites.

En complément, l'exploitant a présenté une demande argumentée d'aménagement de la surveillance des émissions atmosphériques qui fera l'objet d'un traitement séparé par l'inspection des installations classées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Surveillance environnementale poussières	Arrêté Préfectoral du 06/12/2023, article 4 modifiant 10.2.1.3	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suites 20230914 - point 5: Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 3.2.4	Sans objet
2	Suites 20230703: Analyse et transmission résultats d'autosurveillance	AP de Mise en Demeure du 23/09/2022, article 3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection conduit à constater une tendance à la baisse des émissions de solvants résultant des efforts de substitution des produits les plus émetteurs. La conformité à la valeur réglementaire fixée par l'arrêté préfectoral d'autorisation (EAC) sera appréciée début 2026 à la lecture du plan de gestion de solvants au titre de l'année 2025. Le parcours des installations de rejet à l'atmosphère met en évidence un retard dans la maintenance des installations avec des émissions non maîtrisées (solvants solidifiés le long de certains conduits et présence de particules sur les toitures à proximité de ces mêmes cheminées).

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites 20230914 - point 5: Plan de gestion des solvants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des solvants 2022
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations concernées. L'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation. Cette transmission doit être effective avant le 31 mars de l'année qui suit.</p> <p><u>observation 14/09/2023:</u> Le primaire de peinture utilisé jusque fin 2022 (voir point de contrôle n°1) est bien listé dans ce bilan (96 % de solvants, 25 tonnes ont été consommées en 2022). <b>Demande 2 :</b> L'exploitant doit consolider les données servant à l'élaboration du PGS. Une actualisation du PGS 2022 est attendue.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de gestion de solvants a bien fait l'objet d'une actualisation annuelle régulière. Le primaire évoqué lors de la précédente inspection (14/09/2023) a fait l'objet d'une substitution en 2023. La consommation annuelle reprise dans le PGS 2023 est de 1000L. La vérification des approvisionnements et des stocks présents menée lors de la présente inspection confirme l'absence</p>

de ce primaire au sein de l'inventaire (quantité nulle au sein de l'outil de suivi des stocks).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Suites 20230703: Analyse et transmission résultats d'autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 23/09/2022, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 10.2.1.1 [AP 8/10/2018] - autosurveillance des émissions par mesure Des mesures des émissions de COV et de poussières sont effectuées 1 fois par an. Ces mesures concernent les 28 conduits identifiés à l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 08 octobre 2018. Elles sont effectuées par un organisme qualifié dans les conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.</p> <p><b><i>Demande suite à l'inspection du 03/07/2023 point 1&amp;3 :</i></b> <i>Au regard des rapports établis par la société Covair faisant suite aux prélèvements réalisés sur les différentes lignes de production, il apparaît une difficulté significative pour mettre en correspondance les libellés des émissaires repris dans l'arrêté préfectoral d'autorisation et ceux mentionnés par le laboratoire dans son compte-rendu. Avant la prochaine campagne de prélèvement des rejets atmosphériques, l'exploitant doit mettre en place un repérage physique des émissaires correspondant aux intitulés des conduits. L'exploitant s'assurera que lors de la prochaine campagne de prélèvements sur les rejets atmosphériques, le prestataire mentionne dans son rapport la correspondance entre les anciens libellés utilisés et les nouveaux éventuellement différents.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la précédente inspection, les conduits des cheminées présentes en toiture et les exutoires visibles en façade ont fait l'objet d'un étiquetage fixe permettant un repérage fiable pour l'organisme de contrôle en charge des vérifications périodiques. Le parcours des installations a permis de vérifier quelques étiquetages dont certains en toiture des bâtiments de production. Le rapport de surveillance des émissions atmosphériques de novembre 2024 intègre ces nouveaux repérages.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Surveillance environnementale poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2023, article 4 modifiant 10.2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des retombées de poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques</p> <p>Sous un délai inférieur à 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.</p> <p>Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point témoin au moins situé dans une zone non exposée, est intégré au suivi permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.</p>

Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans un dossier de porter à connaissance à transmettre à l'inspection des installations classées sous un délai inférieur à 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

**Constats :**

Par transmission en date du 19 mars 2025, l'exploitant a adressé le rapport d'évaluation des retombées atmosphériques sur jauge owen suite à des prélèvements réalisés du 9 septembre au 10 octobre 2024.

Excepté que les points de prélèvement (à proximité des premières habitations) ne sont peut-être pas bien positionnés pour évaluer la zone à plus fort impact au regard des conditions de vent durant la période de mesure, les résultats ne mettent pas en évidence de concentration significative. Toutefois, le parcours des toitures le jour de la présente inspection conduit à constater la présence sur certains conduits de rejets de solvants solidifiés par l'intermédiaire des trappes de prélèvement et d'une quantité importante de résidus au pied des conduits provenant des retombées des rejets atmosphériques. Le matériel présent à proximité des émissaires laisse penser à la nécessité de procéder régulièrement au débouchage des conduits obstrués résultant probablement de rejets significatifs et d'opérations de maintenance insuffisamment réalisées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°20250923-1:** L'exploitant procède à une maintenance régulière des émissaires à l'atmosphère des installations d'application de vernis et procède, sous un délai inférieur à 3 mois, au remplacement des conduits des rejets 10 (UV2) et 15 (UV3) afin de limiter les rejets non maîtrisés et les émissions de particules susceptibles de se disperser dans l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois